

	Fiche info - titre :	Date :
	Auteur : Source : <a href="http://www.levif.be/actualite/environnement/cop22-sans-nouveaux-engagements-on-se-dirige-vers-un-rechauffement-de-2-8-c/article-normal-571757.html?utm_campaign=Echobox&amp;utm_medium=social_vif&amp;utm_source=Facebook#link_time=1478801370">http://www.levif.be/actualite/environnement/cop22-sans-nouveaux-engagements-on-se-dirige-vers-un-rechauffement-de-2-8-c/article-normal-571757.html?utm_campaign=Echobox&amp;utm_medium=social_vif&amp;utm_source=Facebook#link_time=1478801370</a>	13/11/2016

## **COP22: sans nouveaux engagements, on se dirige vers un réchauffement de 2,8°C**

[Le Vif](#)

10/11/16 à 18:42 - Mise à jour à 18:41

Source: Belga

Si les États respectaient leurs engagements actuels en matière de réduction des gaz à effet de serre, le mercure augmenterait de 2,8°C à l'horizon 2100 par rapport aux niveaux pré-industriels, selon les calculs du projet Climate Action Tracker (CAT). Ces nouvelles prévisions, présentées jeudi à Marrakech lors de la COP22, sont basées sur les dernières données disponibles au 1er novembre.



/ © Reuters

Les précédentes estimations du CAT, publiées à l'occasion de la COP21 à Paris, évoquaient un réchauffement de 2,7°C. Cette petite différence est principalement due à des mises à jour des niveaux des émissions historiques et des projections, et non à des changements au niveau des contributions volontaires des États, explique le CAT, qui regroupe trois instituts de recherche.

Les engagements pris jusqu'à présent restent donc très éloignés de l'objectif principal de l'accord de Paris de garder le réchauffement climatique nettement sous la barre de 2°C et de poursuivre les efforts pour limiter ce réchauffement à moins d'1,5°C.

"Un an après l'adoption de l'accord de Paris, les politiques climatiques nationales ont fait peu de progrès et le chemin semble encore moins clair avec les résultats des élections présidentielles américaines", résume le CAT.

Pire, si les politiques nationales actuelles restaient inchangées, le monde se dirigerait sur la voie d'un réchauffement à 3,6°C en 2100. Si les États parvenaient à tenir les engagements qui sont les leurs à l'heure actuelle, le réchauffement serait réduit d'approximativement 0,5 à 1,1°C, correspondant ainsi à l'estimation médiane d'un réchauffement de 2,8°C.

Le CAT a récemment passé en revue les engagements de 25 parties à l'accord de Paris et les a classés en fonction de l'objectif visant à garder le réchauffement mondial sous les 2°C. Plus de la moitié des pays analysés, parmi lesquels l'Australie, le Canada, le Japon ou la Russie, ont pris des engagements qui sont qualifiés d'"inadéquats" au regard de l'objectif des 2°C, tandis que les engagements de l'UE, des États-Unis, de la Chine, du Brésil et de l'Inde sont qualifiés de "moyens". Seuls l'Éthiopie, le Bhoutan, le Costa Rica, la Gambie et le Maroc, pays hôte de la COP22, ont pris des engagements de réduction des gaz à effet de serre jugés "suffisants".

Et pourtant, des motifs d'espoir existent puisque le CAT constate une rapide croissance dans le monde des technologies du renouvelable ainsi qu'une forte accélération des marchés pour les véhicules électriques, de même qu'une chute des coûts des batteries.

En outre, le CAT pointe une réduction du recours au charbon, source d'énergie particulièrement polluante, tant en Chine qu'en Inde. L'utilisation du charbon en Chine a reculé pour la troisième année d'affilée et le pays devrait voir ses émissions atteindre leur pic entre 2025 et 2030 comme il s'y est engagé. En Inde, "une croissance extrêmement rapide des installations d'énergie renouvelable" est constatée, allant jusqu'à remplacer des projets dans le charbon "à une échelle qui a surpris de nombreux analystes".

Par contre, si Donald Trump devait abandonner les efforts initiés aux États-Unis, comme il a menacé de le faire durant la campagne, les émissions du deuxième plus gros pays émetteur de la planète, derrière la Chine, risqueraient de rester similaires en 2030 à ce qu'elles sont actuellement, avertit encore le CAT.

Dans ce contexte, le CAT exhorte l'Union européenne à restaurer son leadership en matière climatique et à redoubler d'efforts pour atteindre une économie décarbonnée en 2050.